

Pouvoir d'emprunt—Loi

Il faut reconnaître que le gouvernement a lamentablement échoué dans la poursuite de l'objectif qu'il s'était fixé de faire du contrôle des dépenses et d'une saine gestion le premier but des compressions budgétaires. C'est pourquoi il tient tellement aujourd'hui à arranger les choses en assommant tout le monde. Tous les Canadiens ont donc bien raison de s'inquiéter de la façon dont est assurée l'administration financière du pays. La situation ne semble pas s'améliorer même si le gouvernement conservateur a imposé aux Canadiens les plus fortes hausses d'impôt de toute l'histoire de notre pays.

Permettez-moi de l'expliquer à la Chambre et au peuple canadien en des termes simples mais précis. Il a fallu 117 ans aux gouvernements fédéraux qui se sont succédé de 1867 à 1984 pour accumuler une dette de 170 milliards de dollars. Le gouvernement actuel n'aura mis que cinq ans, soit de 1984 à 1989, pour doubler cette dette.

Des voix: Bravo!

M. Hopkins: Voilà le message que nous voulons transmettre aux Canadiens parce que le gouvernement actuel ne cesse de s'en prendre au gouvernement précédent et de le blâmer pour cette dette, alors que c'est lui qui arrivera tôt ou tard en 1989 à doubler la dette nationale en cinq ans tout au plus. Il est manifeste que la politique gouvernementale de taux d'intérêt élevés fait problème. Le ministre l'a laissé entendre ce matin même. Il a d'ailleurs indiqué qu'il s'agit du principal problème qu'a le gouvernement.

Si le déficit monte en flèche, ce n'est pas parce que le gouvernement investit trop d'argent dans l'enseignement postsecondaire. Ce n'est pas là la cause, pas plus d'ailleurs que le recyclage, les programmes sociaux, le développement régional. Cependant, ce sont là les domaines qui ont écopé parce que le gouvernement insiste pour maintenir les taux d'intérêt élevés.

Si l'on se fie aux prévisions du gouvernement lui-même qui ont été déposées à la Chambre vendredi dernier, il est manifeste que l'une des principales causes du déficit réside dans les taux d'intérêt trop élevés; en l'occurrence il est question d'une somme de 6,4 milliards de dollars. En effet, imaginez, 6,4 milliards de dollars en taux d'intérêt, du fait de la politique en la matière du gouvernement qui blâme ensuite tout le monde pour les problèmes auxquels il doit faire face. Imaginez, du fait de la politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement, on doit dépenser 6,4 milliards de dollars de plus au titre du remboursement de la dette nationale.

Le gouvernement alimente, semble-t-il, sa propre inflation, mais il rejette le blâme sur l'enseignement postsecondaire, l'assurance-maladie, l'assurance-chômage et d'autres programmes sociaux. Il s'en prend également au développement régional. . .

Une voix: Aux marchés financiers internationaux.

M. Hopkins: L'un de mes collègues a parlé des marchés financiers internationaux. Chose certaine, le Fonds monétaire international, dont le siège social se trouve à Washington, a certes fait comprendre au gouvernement, au cours de l'hiver, qu'il était temps qu'il mette de l'ordre dans ses finances, car on commençait à s'inquiéter de l'endettement du Canada. L'avertissement en question venait du FMI, du Fonds monétaire international, et c'est très grave lorsque le FMI doit adresser un message de ce genre à un gouvernement national. Il a jugé bon de le faire, car il s'est aperçu qu'on avait doublé la dette nationale du Canada en moins de cinq ans.

• (1150)

Toute hausse d'impôts sert également à alimenter l'inflation, même lorsque l'économie est faible. On peut toujours lever des impôts plus lourds. Et si plus tard il y a une hausse de l'activité économique, les gens vont quand même payer des impôts élevés.

A la suite de la présentation du dernier budget, une famille à revenu moyen paiera 700\$ de plus d'impôts par an. En fait, la famille en question paie maintenant 2 000\$ de plus d'impôts qu'avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur.

Ce matin, il est question d'un projet de loi d'emprunt et de la gestion financière du gouvernement. Ce sont les Canadiens, les gens qui doivent payer des impôts, qui devront être, en définitive, les véritables gestionnaires financiers. En effet, lorsque le gouvernement en aura fini avec eux, ils devront administrer leurs affaires avec soin, de façon à surnager, à ne pas être englouti par le raz-de-marée fiscal du gouvernement attribuable aux hausses d'impôts.

Si l'on veut ne serait-ce qu'effleurer la question de la gestion financière du gouvernement, il faut aborder bien d'autres sujets. Penchons-nous sur le secteur agricole qui éprouve bien des difficultés depuis quelque temps déjà. Le gouvernement a réduit de 399 millions de dollars les sommes consacrées aux services et subventions agricoles. Cela touche notamment l'assurance-récolte. Le gouvernement fédéral tente de modifier le partage des coûts de l'assurance-récolte qu'il assume avec les gouvernements provinciaux. Au Québec et à Terre-Neuve, un quart des sommes concernées proviennent du gouvernement fédéral, un quart, du gouvernement provincial et la moitié, des producteurs eux-mêmes. Dans les autres provinces, le gouvernement fédéral et les producteurs se partagent